26.08.2010 – 10:15 Uhr

Les villes s'allient et lancent un signal fort pour la politique des transports!

Berne (ots) -

Près de 50 villes ont déjà signé la «Charte pour une mobilité urbaine durable», comme la Journée des Villes, consacrée aux «Limites de la mobilité. Nouveaux concepts pour l'avenir», l'a révélé à Zurich. L'Union des villes suisses demande en outre à la Confédération de renoncer aux mesures d'économies prévues dans les transports. Elle réclame aussi le maintien d'un système de transports publics simple pour les usagers et s'oppose vivement à la tendance de l'échelon fédéral à reporter des charges sur les communes et les villes.

Pour les villes et les agglomérations, la mobilité est un thème clé. Les défis s'accentuent. Problèmes de capacités, d'espace disponible et de financement lacunaire vont de pair avec des besoins en infrastructures chers et politiquement contestés. La question des limites de la mobilité se pose ainsi avec de plus en plus d'acuité. La Journée des villes suisses, qui a accueilli à Zurich quelque 220 délégués et invités de toute la Suisse et d'Autriche, a cherché des réponses à ces questions.

Charte pour une mobilité urbaine durable

L'une des réponses apportées par les villes se nomme «Charte pour une mobilité urbaine durable». Elaborée par Bâle, Lucerne, St-Gall, Winterthour et Zurich, elle définit les objectifs d'une politique des transports urbaine durable. Insistant sur la nécessité de considérer les transports dans leur globalité, elle pose l'optimisation de la gestion et le principe de coexistence comme principes de base, sans exclure pour autant la construction de nouvelles infrastructures. Le trafic supplémentaire doit cependant prioritairement être le fait des piétons et des cyclistes.La «Charte pour une mobilité urbaine durable» a, en l'état, été signée par 48 villes et communes urbaines de toutes les régions du pays. C'est une première: une grande partie des villes suisses se met d'accord sur des principes et des objectifs de politique des transports. «C'est une étape historique de la politique des transports», a déclaré la maire de Zurich Corine Mauch.

Les locomotives du pays risquent d'être freinées

Les villes et les agglomérations, locomotives de l'innovation et de l'économie en Suisse, suivent avec inquiétude une tendance de plus en plus marquée consistant à reporter des dépenses et responsabilités fédérales sur l'échelon des villes et communes. Comme le président de l'Union des villes suisses, le maire d'Aarau Marcel Guignard, l'a relevé, la Confédération, en particulier, «se débarrasse» parfois de ses problèmes en les déplaçant sur d'autres niveaux institutionnels. «Ces reports de charges, étiquetés «assainissements», tels qu'il en ressort du programme de consolidation 2011-2013 ou des révisions des assurances sociales, ne sont que des solutions illusoires», a déclaré le président.L'Union des villes suisses s'oppose à ces déplacements de charges et demande à ce que les villes soient véritablement intégrées dans les réformes en cours. Elle entend, grâce à une étude scientifique commandée par ses soins et dont les résultats seront présentés cet automne, faire la lumière sur l'ampleur et l'étendue exactes de ces transferts.

Assurer un financement suffisant des transports et conduire soigneusement les réformes

Le financement des infrastructures de transports reste un défi

complexe. Dans ce domaine, les projets des zones urbaines sont chers, mais présentent aussi un excellent rapport coûts-utilité. De plus, des infrastructures performantes dans les villes et les agglomérations - qui créent 84% de la valeur économique du pays - contribuent au maintien de la compétitivité internationale de toute la Suisse. «C'est pourquoi une croissance budgétaire nominale de 4% par année au moins est impérative. La Confédération doit aussi renoncer aux coupes massives prévues dans ce domaine dans le cadre de l'examen de ses tâches», a déclaré la Directrice de l'Union des villes suisses Renate Amstutz.

L'Union des villes suisses n'est pas rétive à de nouvelles propositions pour financer les transports. Celles-ci ne doivent cependant pas mettre en danger les conquêtes du système suisse des transports publics, sa simplicité pour les usagers et la densité de ses horaires. La politique financière ne doit pas prendre le pas sur la politique des transports.

Les exposés se trouvent sur le site www.uniondesvilles.ch

Contact:

Marcel Guignard
Président de l'Union des villes suisses
Mobile: +41/79/214'94'53

Corine Mauch
Maire de Zurich: contact via Martin Tschirren
Mobile: +41/76/561'16'52

Renate Amstutz
Directrice de l'Union des villes suisses
Mobile: +41/79/373'52'18

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100609218 abgerufen werden.